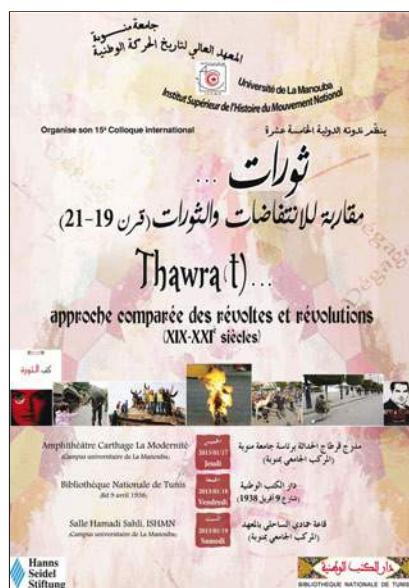


Trois essais d' « histoire immédiate » Tunisie, 2010-2015

Qu'est ce que la 'Révolution tunisienne' a fait à la discipline historique ? Une réponse nette est difficile à donner parce que l'on assiste à une « remontée des eaux mémorielles » qui ne s'arrête pas depuis 2011. Parmi les multiples conséquences de l'explosion de la parole, on constate un mélange trouble et troublant entre des mémoires concurrentes réclamant la place qui leur a été soustraite par l'histoire « officielle », communément admise. Ces mémoires individuelles, partisans, familiales, régionales ni mortes ni consacrées alimentent des polémiques qui disent des besoins d'histoire réactivés par l'ouverture du jeu politique et de ses liens avec la légitimation du pouvoir à (re)bâtir. Il faut le temps de reprendre les strates, d'établir les versions, de donner à chaque récit la place qu'il revendique afin que l'histoire fasse le travail de croisement, de tri et d'interprétation dont la société a également besoin. Ce mouvement d'affleurement de l'histoire a commencé sous des formes encore difficiles à distinguer, et on peut en capter des signes et des expressions à travers la production écrite et orale, médiatique, politique et scientifique qui a enflé depuis 2011, dans plusieurs domaines concernant les sciences humaines et sociales (sociologie, psychologie, philosophie, économie...)

A l'Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie Contemporaine (ex-ISHMN), institution universitaire dont l'appellation a changé en 2014¹, plusieurs cycles de présentation de travaux divers ont été organisés à partir de 2012, pour suivre les traces de cette matière éditoriale en verve. Une série de rencontres : *Ecrire la Révolution*², le colloque *Thawra(t)* organisé en janvier 2013³, les ateliers de formation à l'écriture en sciences sociales à l'adresse des étudiants ont permis de présenter et de discuter un certain nombre d'ouvrages parus au cours des cinq dernières années. Les ouvrages étaient



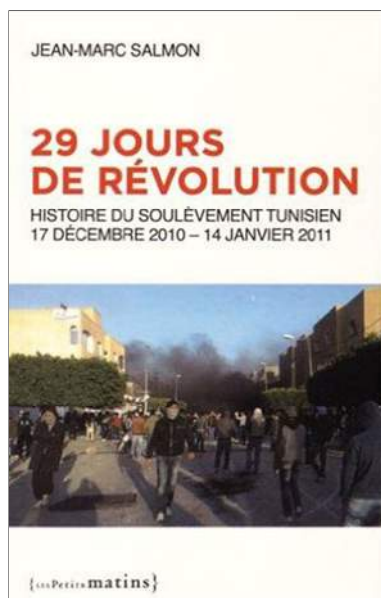
choisis quand ils semblaient porteurs d'une vision des événements, d'une volonté de les traiter de façon raisonnée, la plupart avançant des interprétations plus ou moins reliées au passé de la Tunisie et/ou aux schémas des révolutions ou révoltes connues par ailleurs⁴. Ce suivi partiel a été une façon d'arrimer la programmation scientifique de l'institution à une actualité éditoriale en inflation, en arabe, en français et en d'autres langues, à l'extérieur de la Tunisie. Cette loquacité bibliographique témoignait d'une effervescence intellectuelle qu'il a semblé intéressant à exploiter pour que la recherche académique en sciences humaines et sociales, établie et à construire, s'ouvre au bouillonnement éditorial qui a suivi les bouleversements politiques de 2011, en profite pour se vivifier.

Ce papier s'inscrit dans le désir de rendre compte d'un flux éditorial qui se densifie et se diversifie pour ne pas se laisser submerger par la vague. Le parti pris est de se frayer un chemin dans la partie de la production intellectuelle illustrant un souci de l'histoire, proche ou plus lointaine de la Tunisie ou la comparaison historique

avec d'autres contextes 'révolutionnaires'. Les débats post-2011 ont en effet rapidement fait appel à l'histoire, enseignée, vulgarisée ou académique. Ces usages implicites et explicites de l'histoire tissent le déroulé des événements avec des essais d'interprétation, prudents mais reflétant chacun un usage, renvoyant à une compréhension de l'histoire tunisienne et/ou des révolutions précédentes -les révolutions françaises de 1789 et de 1848, les révolutions arabes de 1919 ou 1952, les révolutions 'colorées' d'Europe, pour ne citer que les références les plus courantes. Cinq ans après 2011, il s'agit ici de rendre compte, de trois ouvrages différents, qui chacun à sa manière, témoigne d'une préoccupation et d'une démarche qui interpellent les historiens. Ecrits par des non historiens, ces ouvrages reviennent sur les faits post-2011 avec des grilles de lecture qui montrent que le raisonnement historique n'est pas le monopole des historiens 'professionnels'. A ce titre, et au-delà de leur utilité immédiate pour fixer les événements de 2010/2011 et les suivants, pour lier les premiers récits écrits qui émergent dans/de l'oralité dominante, ces ouvrages donnent à réfléchir sur la façon dont les auteurs articulent le présent consigné avec le passé auquel les acteurs eux mêmes se réfèrent. On peut parier que ces travaux composés dans un effort d'objectivation et un souci de réflexivité, serviront aux chercheurs d'aujourd'hui comme aux historiens de demain. Pour l'heure, parler de ces trois ouvrages, situés à mi-chemin entre le travail journalistique et l'examen refroidi par le temps, c'est donner écho à un travail critique dans un moment historique dont on ne mesure ni les composantes, ni les suites mais qui stimule la réflexion sur le passé. Ces ouvrages font partie des effets induits par une 'Révolution tunisienne' qui n'a pas achevé son cours ni fixé son appellation, mais se nourrit des visions et analyses qu'elle contribue à produire, chemin

faisant. Cette production atténuée a le mérite de communiquer une connaissance de l'histoire « immédiate » tunisienne, à la disposition des futurs chercheurs. Le matériau fabriqué est d'autant plus utile qu'il contre la vitesse de l'actualité et diminue l'évaporation de la mémoire des détails qui entourent le déroulement des faits. Ecrits contre la précipitation des enquêtes journalistiques et face à une accélération généralisée des analyses, ces 'cailloux du Petit Poucet' serviront certainement la recherche historique et alimenteront la réflexion historiographique, nécessaires à mener et à construire, si on veut que la 'Révolution tunisienne' parvienne à secouer les grilles de lecture et à ébranler les catégories d'analyse en usage.

Jean-Marc Salmon, 29 jours de révolution. Histoire du soulèvement tunisien (17 décembre-14 janvier 2011), Paris, Les petits matins, 2016, 349 p.



L'auteur est sociologue ; il est chercheur au Laboratoire Sens et Compréhension du Monde Contemporain-LASCO (Université Paris-Descartes) et enseigne à l'Institut Mines-Télécom. Il choisit méthodiquement de s'intéresser aux quatre semaines qui précèdent le 14 janvier 2011 et de recueillir 90 entretiens (liste : pp. 317-323). Le titre de l'ouvrage allie les deux termes - 'révolution' et

'soulèvement' - qui continuent à flotter pour qualifier ces 29 jours décisifs dans l'histoire récente de la Tunisie. L'enquête est menée avec une grande clarté sur la qualité des personnes qui délivrent les informations et sur les circonstances de l'enquête. La bibliographie et l'index (thématique, il inclut deux noms : Zine El Abidine Ben Ali et Mohamed Bouazizi) achèvent de donner à cet ouvrage la facture universitaire que les deux ouvrages suivants ne revendiquent pas. La courte durée chronologique à laquelle s'assigne l'auteur donne à l'enquête orale qu'il mène une force dans le détail et un pouvoir d'évocation d'autant plus parlant que les souvenirs des acteurs gardent encore une certaine fraîcheur. Avec le temps, ces détails peuvent devenir des points de repère et susciter des vérifications, des recoupements, des approfondissements. La périodisation est établie à partir d'une observation cruciale : les événements insurrectionnels sont rapidement érigés en faits médiatiques grâce aux nouvelles technologies implantées en Tunisie (y compris dans les régions point de départ des mobilisations contestataires) et aux relais des télévisions *El Jazeera* et *France 24* qui servent efficacement le retentissement mondial des informations locales. Entre l'immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid, le 17 décembre 2010 et l'envol de Ben Ali pour l'Arabie Saoudite, le 14 janvier 2011, l'auteur découpe six moments dans le 'soulèvement' tunisien : l'underground des révoltes (1998-2010) ; Sidi Bouzid : Le surgissement de la révolte (17 décembre-26 décembre 2010) ; Les réseaux de Tunis et le soutien à la révolte de Sidi Bouzid (25 décembre 2010-6 janvier 2011) ; Thala, Kasserine Regueb : Des révoltes au soulèvement (3 janvier - 11 janvier 2011) ; La nationalisation du soulèvement (9 janvier 14 janvier 2011). Cette chronologie fine épouse les modulations et le *crescendo* du 'soulèvement' en dégagant les causes économiques et sociales profondes qui expliquent l'étincelle du 17 décembre (retour sur les événements du bassin minier de 2008) en même temps qu'il démonte le potentiel d'organisation syndicale et militante qui ordonne les mobilisations. L'extension à

travers le pays est en effet spontanément orchestrée par une multitude d'enseignants, syndicalistes, avocats... : l'énergie insurrectionnelle atteint Sfax, arrive jusqu'à Tunis où les quartiers périphériques et les divers milieux sociaux ont reçu, depuis plusieurs jours, images et échos des événements.

Deux hypothèses centrales structurent l'enquête de Jean-Marc Salmon :

1/ La 'Révolution tunisienne' est inattendue et spontanée mais son déroulement sur le court terme conjugue la frustration semée par le régime de Ben Ali dans toutes les couches de la société tunisienne et l'organisation invisible de militants actifs ou « en hibernation » qui ont été en mesure de coordonner les mobilisations locales et de canaliser les actions face à des forces de l'ordre peu décidées.

2/ La 'Révolution tunisienne' et plus spécifiquement le segment chronologique du 'soulèvement' est le fruit d'une nouvelle manière de communiquer et de la vitesse de propagation des informations et des slogans issus des terrains de la contestation. Grâce à Internet et à une certaine maîtrise de son usage par les Tunisiens, l'oral (des commentaires, des slogans) et l'image (des émeutes, des protestations) ont joué un rôle multiplicateur de l'émotion révolutionnaire, transmise à travers le pays et en dehors de ses frontières. Ces connexions d'un ordre nouveau donnent à la 'Révolution tunisienne' une facture inédite, qui augure, peut-être, d'une définition nouvelle du déroulement des révolutions dont l'étude depuis le 18ème siècle insiste sur le rôle de l'écrit dans la formulation des idéaux, la préparation de l'action puis son inscription dans le réel.

Hédia Baraket et Olfa Belhassine, Ces nouveaux mots qui font la Tunisie, Tunis, Cérès éditions, 2016, 362 p.

Les deux journalistes qui ont co-écrit cet ouvrage déclarent avoir voulu aller plus loin que l'actualité et lutter contre l'oubli. Parties de deux publications parues en supplément de *La Presse de Tunisie* (14 janvier 2012 et 3 mai 2012), les deux auteurs ont passé au tamis un



premier corpus de 120 mots pour s'arrêter à un lexique de 63 mots qui jalonnent les scansion et les débats de la 'transition tunisienne' où se croisent plusieurs temporalités. Ces mots qui ont transformé le langage politique et médiatique constituent des « événements de langage qui font l'histoire » de la Tunisie post-2011⁵. Tout en restant attachées à l'investigation journalistique dont elles sont familières, les deux journalistes font apparaître la place de l'histoire dans l'élaboration de ce nouveau langage qui modèle à son tour la tournure des faits. Il s'agit tantôt de l'histoire « longue » (la formule *Dégage !* remonte à l'histoire de la colonisation française), plus proche (le slogan *Choghl, horriyya, karama wataniyya* = travail, liberté et dignité nationale, remonte à l'histoire du mouvement étudiant des années 1970) ou de l'actualité récente (le terme *thawra* = révolte et/ou révolution, est introduit par les médias en janvier 2011 ; l'expression *houthala francofouniyya* = résidus de la francophonie, est proférée comme une insulte par un député de l'Assemblée Nationale Constituante en décembre 2011) ou même la plus brûlante (le comique

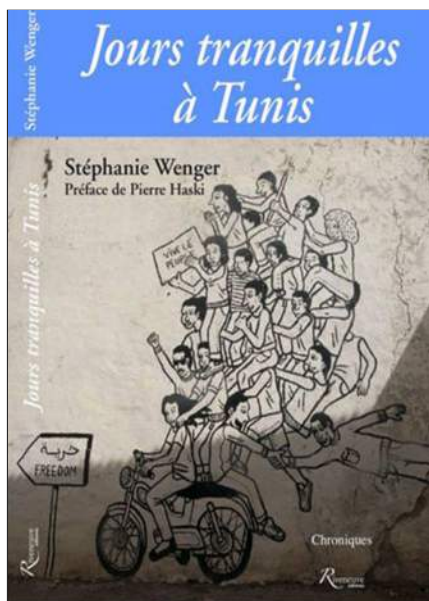
himar watani = âne national, est le lapsus d'un des acteurs du Dialogue national en octobre 2013). Les soixante-dix interviews qu'elles ont effectuées (avec des acteurs, des journalistes, des chercheurs...) ont aidé les deux auteurs à restituer la profondeur des mots, les différents sens qu'ils recouvrent, le champ lexical des slogans et formules qui se répondent les uns les autres à travers les soixante trois notices sélectionnées. Que les mots soient nés sur le registre sérieux (*hurriyat at-ta'bir* = liberté d'expression), dramatique (*houmani* = titre d'une chanson à succès qui parle des habitants des quartiers abandonnés), scientifique (*al dawla al 'amiqa* = l'Etat profond est une trouvaille de la politologie ambiante), dans le but de dénoncer (*'ilam el 'ar* = médias de la honte) ou pour se moquer (*sfir fasil* = zéro virgule, allusion au score électoral des partis de 'gauche'), l'ouvrage remet en perspective, dans une composition équilibrée et non dénuée d'humour, les différentes voies de façonnement des mots et comment ils traduisent, au cours des quatre années d'observation de la scène politique, des médias et de la rue, la complexité des événements vécus.

Une des remarques que suscite la lecture de ces « fragments d'histoire » est que la scène politico-médiatique tunisienne reflète un co-linguisme franco-arabe qui caractérise l'histoire de la Tunisie depuis des décennies et qui s'exprime dans la fabrique courante des notions et la configuration des actes. Les deux langues sont traitées comme un couple dans cette photographie des expressions agissantes et des mots de la dispute, ce qui confère à l'ouvrage une valeur de témoin et de produit de l'originalité culturelle du moment transitionnel tunisien en cours. A cela, ajoutons que l'ouvrage fournit aux analystes et observateurs des éléments pour comprendre une des dimensions du bilinguisme arabe/français et son rôle dans l'élaboration des mots et la conception des choses de la politique dans l'histoire contemporaine de la Tunisie.

Stéphanie Wenger, *Jours tranquilles à Tunis, Paris, Riveneuve Editions, 2015, 233 p.*

L'ouvrage paraît dans une collection dirigée par Gilles Kraemer aux éditions Riveneuve Editions. Sous le titre

unificateur de « jours tranquilles à », l'auteur- une journaliste qui débarque à Tunis après sept ans au Caire et trois ans à Alep - se lance dans des chroniques qui, au-delà des péripéties politiques, essaient d'entrer dans la société tunisienne, tout en respectant l'unité de lieu tunisoise imposée par l'éditeur. La récolte s'élève à une somme de 93 chroniques composées sur deux tons, deux plans d'information rendus par deux typographies. Les textes courts, comme le veut l'usage journalistique, couvrent la période allant de septembre 2012 (avant l'attaque du consulat américain de Benghazi – le 12 septembre - et l'assaut de salafistes contre l'ambassade et l'école américaines à Tunis, suite à la diffusion sur *You tube*, d'un film jugé anti-islam, le 14 septembre) au mois de juin 2015 (l'attentat du musée du Bardo du 17 mars est couvert par la journaliste mais pas l'attentat terroriste de la plage de Sousse du 28 juin). Stéphanie Wenger est consciente qu'elle arrive avec des cadres d'analyse forgés au Caire où le président frère musulman Mohamed Morsi vient d'être élu. La familiarité linguistique acquise à travers les mots d'arabe courant lui ouvre quelques fenêtres sur son nouveau terrain d'observation et de vie.



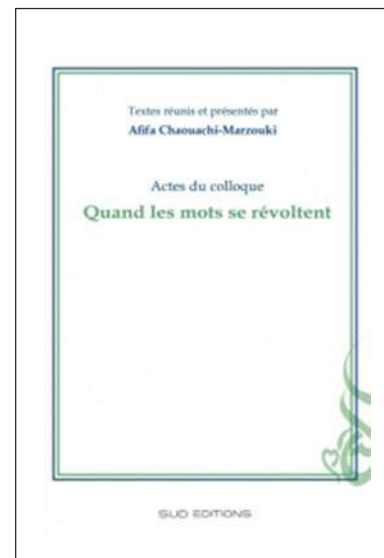
Elle rend compte de la vie tunisoise comme correspondante de plusieurs journaux, d'où le côté linéaire des instantanés qui rendent compte de la montée de la violence dans le pays.

Le lecteur voit se succéder des assassinats, des attaques terroristes et des mesures sécuritaires de plus en plus crispées. Les chroniques alternent entre le tragique de certains événements (les attaques successives contre les mausolées ; l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013 et ses funérailles impressionnantes) et la légèreté de la vie quotidienne (les résultats des matchs de football ; les étalages de la friperie ; la recette du *lablabi*) en passant par le ridicule de certaines manifestations (l'exposition des biens et objets de la famille Ben Ali/ Trabelsi et les moqueries envers une ministre du gouvernement de la Troïka) ou les menus faits du désordre médiatique (les coquilles malencontreuses du journal *La Presse de Tunisie* ; l'interview non enregistrée de Rached Ghannouchi demandant à une journaliste si elle fait la prière). Dans un style journalistique teinté de considérations psycho-sociologiques et d'impressions personnelles, l'auteur transcrit les péripéties d'une 'transition' paradoxale et animée, loin d'être paisible ni linéaire. L'époque couverte par la journaliste rend compte d'une Tunisie qui construit des institutions de fond (écriture et vote de la Constitution de janvier 2014), multiplie les activités culturelles (le festival d'été d'Ezzahra), tente des procès contre des rappers (Klay BBJ, Weld el 15 et Kafon, emprisonnés) tout en apparaissant comme un pourvoyeur prolifique de recrues jihadistes en Syrie et en Libye.

Le lexique renseigne plus que les chroniques proprement dites sur la lecture de l'histoire en train de s'écrire que reflète cet ouvrage tourné surtout vers le présent (les attentats de Charlie à Paris) et les potentialités d'un avenir que l'auteur espère voir émerger de l'expérience tunisienne. Dans la cinquantaine de mots sélectionnés et expliqués à des lecteurs lointains se mêlent les titulatures des partis (*Néo Destour*, *RCD*, *Ettakatol*, *Nida Tounès*), les noms des acteurs saillants (Houcine Abbassi, Moustafa Ben Jaâfar, Habib Bourguiba, Béji Caïd Essebsi –son sigle BCE et son diminutif Bajbouj-, Leïla Trabelsi, Moncef Marzouki, Rached Ghannouchi), des termes du langage politique en usage (code du statut personnel, laïc, dialogue national), des mots du vocabulaire ordinaire comme

harka (immigration clandestine), *hogra* (mépris social), *tanbir* (commentaire sarcastique) ou *zatla* (cannabis).

Ce travail de journaliste qui a suivi une période profondément agitée deviendra-t-il une source pour les historiens plus tard ? *That's a question...*



¹ Par décret du *Journal Officiel de la République tunisienne* en date du 8 mai 2014. Voir éditorial *Rawafid*, n° 18, 2013, 7.

² Abdelaziz Belkhouja et Tarak Cheikhrouhou, *14 janvier. L'enquête*, Tunis, Appollonia Editions, 2012 ; Mokhtar Khalfaoui, *Hadithatou assakifa...* (en arabe), 2012 ; Lazhar Mejri, *La Révolution du 17 décembre 2010* (en arabe)... ; Hédi Timoumi, *Une tyrannie douce, 23 ans du pouvoir de Ben Ali, Tunis*, MedAli éditions, 2011 ; Faouzi Sadkaoui, *Plume et embûches : textes de l'histoire immédiate*.

³ *Thawra(t) ... Approche comparée des révoltes et révolutions (XIXème-XXIèmes siècles)*, Publication de l'Institut Supérieur d'Histoire de la Tunisie Contemporaine, 2014, 176 p. en arabe et 119 p. en français.

⁴ Afifa Chaouachi-Marzouki (dir.), *Quand les mots se révoltent*, Tunis, Sud Editions, 2014, 230 p. (séance du 25 mai 2015) ; Raja Fenniche (dir.), *Dans les mailles du filet. Révolution Tunisienne et Web 2.0*, La Manouba, Presses Universitaires de La Manouba, 2013, 155 p. (séance du 5 octobre 2015). Les deux ouvrages ont fait l'objet de comptes-rendus dans *Rawafid* n° 9, 2014, 81-95.

⁵ Nabihia Jrad, « Quand dire c'est faire : la Révolution tunisienne, un événement de langage fait l'histoire », <http://irmc.hypotheses.org/182>.